

# Construction des stratégies de déverrouillage des obstacles liés aux ressources productives Socio-anthropologie des jeunes maraichers de la Bénoué (Nord Cameroun)

Wamba<sup>1</sup> André ; Soh<sup>2</sup> Gustave ; Ngoumou<sup>3</sup> Rose-Danielle

<sup>1</sup> École normale supérieure de Yaoundé, Université de Yaoundé I, Yaoundé, Cameroun ([wandre71@yahoo.fr](mailto:wandre71@yahoo.fr)) ;

<sup>2</sup>Faculté des sciences de l'éducation, Université de Yaoundé I, Yaoundé, Cameroun ([sohgustave77@gmail.com](mailto:sohgustave77@gmail.com)) ;

<sup>3</sup>Département de Sociologie, Université de Yaoundé I, Yaoundé, Cameroun ([rosedaniellengoumou@yahoo.fr](mailto:rosedaniellengoumou@yahoo.fr))

*Auteur correspondant (Soh Gustave, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Yaoundé I, Yaoundé, Cameroun ([sohgustave77@gmail.com](mailto:sohgustave77@gmail.com)))*

## Résumé

**Introduction.** Les contraintes en matière d'adoption de l'agriculture entrepreneuriale varient d'un pays à l'autre et les manières d'y faire face sont fonction des zones écologiques. Pourtant, peu d'études renseignent sur les stratégies que les jeunes mettent en œuvre pour contourner ces obstacles, afin de s'inscrire dans l'agriculture entrepreneuriale en tant qu'activité de production agricole et économique. **Méthodes.** Une étude anthropologique a été conduite dans le département de la Bénoué (région du nord-Cameroun), impliquant 14 jeunes agriculteurs. Elle a associé un volet par entretiens individuels de type semi-structurés visant à analyser les motivations à l'adoption de l'agriculture entrepreneuriale ; et une approche par focus groups, appréhendant les manières dont ils font face aux difficultés, ainsi que ce qu'ils font pour s'en sortir. **Résultats.** Pour s'inscrire dans l'agro-business, les jeunes développent des activités parallèles à l'agriculture comme le petit commerce, la mototaxi et le transport de sable ; ils pratiquent le métayage, gagnent de l'argent et par la suite se mettent à leurs propres comptes. Afin de renforcer leur compétence dans la culture des maraîchères, les jeunes recourent à internet du fait de la fiabilité et de la qualité des informations qu'il fournit. **Conclusion.** Une jeunesse de plus en plus instruite et vigilante est en train de s'installer autour des champs inondés de la Bénoué et elle est capable de lever les blocages liés à la terre, aux fertilisants et aux marchés pour produire et s'en sortir grâce à leur ambition et capacité personnelle.

## 1. INTRODUCTION

L'agriculture est l'ensemble des sciences et techniques qui ont pour dessein l'exploitation rationnelle des plantes et des sols en vue d'obtenir le plus longtemps et le plus régulièrement possible des récoltes abondantes et de meilleures qualités utiles à l'homme et/ou aux animaux. Elle permet d'obtenir des rendements très élevés à l'unité de la surface mise en valeur que ce soit en qualité, en quantité ou en esthétique. L'agriculture au sens large ne se limite pas à la culture des plantes, mais s'étend à l'élevage et à la pêche. L'agriculture entrepreneuriale est en plein essor tant au Cameroun que dans de nombreux pays africains. Synonyme à l'agrobusiness, elle désigne spécifiquement dans cette étude la valeur ajoutée des industries liées à l'agriculture et celles du commerce agricole et des services de distribution (Wiggins & Roepstorff, 2010). Cette activité qui comprend l'agriculture elle-même ainsi que l'industrie et les services qui en dépendent, bénéficie des prouesses de la nouvelle technologie et des résultats de nombreuses recherches sur les pratiques agropastorales.

Depuis quelques années, suite aux manifestations de colère de février 2008 contre la montée des prix des denrées alimentaires, l'État camerounais a envisagé de relancer les activités agricoles dans ses domaines en léthargie (Tazo et al., 2010). Depuis lors, de nombreuses invitations au retour à la pratique de l'agriculture sont lancées par le Président de la République lors de ses nombreuses adresses à l'endroit des jeunes. Depuis lors, ces derniers sont alors de plus en plus nombreux à s'intéresser à l'agriculture, notamment la culture des maraîchères (tomates, aubergine africaine, piment, oignons, ...). L'intérêt pour les cultures maraîchères s'est amplifié suite, d'une part, à leur plus-value (Kaffo Elat & Saha, 2010, p. 285), et d'autre part, du fait que les nouveaux systèmes de production à base de maïs et de haricot sont assez consommateurs d'espace contrairement au maraîchage (Fongang Fouepe & Tchékoté, 2010, p. 265). Par ailleurs, ces cultures représentent des enjeux socio-économiques importants (Baska Toussia & Pușcașu, 2010) au regard de la forte communauté nationale à nourrir ; à laquelle il faudrait ajouter les nombreuses demandes des populations de la sous-région Afrique centrale.

Le maraîchage est une activité économique qui représente une grande opportunité et une source d'enrichissement pour leurs pratiquants. Cependant, l'on relève des contraintes en fonction des pays, des zones écologiques et de la catégorie sociale (jeune ou adulte) qui la pratique. En plus de sa rentabilité démontrée, le maraîchage permet aux jeunes agriculteurs d'assurer leur sécurité alimentaire face aux obstacles liés à l'environnement. Elle est une pratique d'adaptation à l'adversité environnementale (Amada Talikoa & Ngoumou, 2020). Car, la Bénoué a un

équilibre écologique précaire marqué par une très longue saison sèche qui peut durer plus de neuf mois. Les saisons de pluies quant à elles ne durent qu'environ 3 à 4 mois ce qui rend les productions agricoles peu probantes (Ngoumou & Amada Talikoa, 2020). Si les difficultés rencontrées par les maraîchers sont diverses et rapportées par nombre de recherches, peu d'études renseignent sur les stratégies des jeunes pour contourner ces obstacles et réussir cette culture. C'est la raison pour laquelle dans cette étude, nous avons pour objectif de comprendre la construction des stratégies des jeunes maraîchers de la Bénoué (Nord Cameroun) de déverrouillage des obstacles liés aux ressources productives. Pour ce faire, nous allons d'abord dans un premier temps, définir qui est le jeune dans sa double conception d'inexpérimenté et d'espoir. Ensuite, un détour sera fait vers les obstacles liés aux ressources productives dans l'agriculture au Cameroun et enfin, nous allons évoquer les différentes ressources que possèdent les jeunes pour faire face à ces obstacles.

### **1.1. Le contraste jeune**

La jeunesse est présentée comme une période de grandes modifications physiologiques et psychologiques. Tantôt abordée en fonction de l'âge, comme un moment de transition d'un état à un autre, tantôt abordée comme une période de construction de l'autonomie, la jeunesse est devenue une catégorie incontournable pour penser les sociétés du Sud dans toute leur diversité (Boyer & Guénard, 2014). Période de transition entre l'enfance et l'âge adulte, la jeunesse et la catégorie « jeune » présentent des contours flous, en lien à la fois avec les conditions de leur émergence, relativement récente dans les pays du Sud, et les contextes dans lesquels elle est utilisée (Boyer & Guénard, 2014, p. 6). La construction de l'identité personnelle est la principale caractéristique des jeunes de cette tranche d'âge qui s'étend entre 15 et 34 ans (Charte africaine de la jeunesse, 2006). En Afrique subsaharienne, les jeunes âgés de 15 à 24 ans y représentent 20 % de la population et 17 millions d'entre eux entrent chaque année sur le marché du travail (Boyer & Guénard, 2014). Cette tranche d'âge représente 21,2 % de la population camerounaise selon l'Institut national de la statistique (INS, 2017). La population de ce pays de l'Afrique centrale est essentiellement jeune. En effet, plus de la moitié de la population a moins de 20 ans, la population de moins de 15 ans représente 42,5 % de la population totale (INS, 2017). Selon les estimations des Nations Unies, le nombre de jeunes africains en âge de travailler devrait augmenter dans les prochaines décennies (Nations Unies, 2013). Elles masquent cependant des situations continentales, voire nationales, très contrastées (Boyer & Guénard, 2014).

Le jeune est généralement considéré en Afrique à tort ou à raison d'être inexpérimenté sur plusieurs plans. Ceci serait principalement dû au fait qu'une part croissante de la jeunesse alloue plus de la moitié de son temps à l'éducation et à la formation (Boyer & Guénard, 2014). La jeunesse est définie dans les langages et cultures des villes africaines comme des incapables, des irresponsables, des délinquants (Zoa, 1999), pourtant cette jeunesse désœuvrée fait preuve d'une réelle capacité imaginative et entrepreneuriale (Djouda Feudjio, 2014). Cette grande capacité de résilience est davantage à relever dans ce pays où « *une frange minoritaire, dominée par les logiques d'une dictature ethnique et gérontocrate a réussi à maintenir le pays et surtout la jeunesse dans une situation de précarité politique, économique ou sociale* » (Djouda Feudjio, 2014, p. 98). Tout n'est cependant pas perdu ! Les jeunes représentent l'espoir pour la prospérité et le développement du continent africain. Ils sont au cœur de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA). Selon la Vision de l'UA visant à « *construire une Afrique intégrée, prospère et en paix, une Afrique dirigée et gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale* », l'Afrique mise sur le potentiel qu'offrent les jeunes et les femmes (SND30, 2020). L'UA compte sur les jeunes pour avoir des citoyens en bonne santé et bien alimentés. Au Cameroun, cet espoir fondé en leurs potentialités leur vaut la qualification de « *fer de lance de la nation* » (références du discours présidentiel). Cependant, au-delà de cet espoir que suscite cette tranche de la population pour l'Afrique et, davantage pour le Cameroun, la jeunesse est minée par plusieurs maux tels que la pauvreté, le chômage, etc. (Boyer & Guénard, 2014 ; Djouda Feudjio, 2014 ; Fomba Kamga et al., 2019 ; Lisk, 2011).

Pour pallier ces maux qui minent le milieu jeune en Afrique, les jeunes camerounais sont régulièrement invités par le chef de l'Etat à développer un « *esprit d'initiative* », d'« *oser* » en s'investissant dans les terrains des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et particulièrement à investir le domaine de l'agriculture car « *la terre ne ment pas* » (Paul Biya, 2011a, 2011b, 2014). Cet appel s'inscrit en droite ligne avec le constat fait par Losch (2012) sur les perspectives de l'emploi des jeunes dans les décennies à venir. Il relevait qu'aujourd'hui, 60 % des premiers emplois des jeunes urbains en Afrique subsaharienne sont encore dans l'agriculture et les demandeurs d'emploi y seront majoritairement ruraux jusqu'en 2035 (Losch, 2012). D'où l'intérêt de questionner les stratégies que ceux-ci mettent en œuvre pour déverrouiller les obstacles liés aux ressources productives dans les cultures maraichères dans la Bénoué (Nord Cameroun).

## **1.2. Les obstacles liés aux ressources productives dans l'agriculture au Cameroun**

L'agriculture moderne vise à obtenir des rendements qualitatifs et quantitatifs à l'unité de surface mise en valeur. La pratique de l'agriculture suppose dès lors la possession d'une certaines compétences de la part de l'agriculteur, des ressources financières, des intrants agricoles, d'un espace terrier pour la pratique et bien d'autres. Cependant, l'agriculture camerounaise dans son ensemble telle qu'elle se pratique actuellement fait face à de nombreuses difficultés. Selon un diagnostic fait par les autorités camerounaises, les principaux défis à relever en vue du développement du secteur de la productivité et de la production agricoles sont structurels, technologiques et climatiques (SND30, 2020). D'autres défis sont liés à la formation des producteurs aux techniques culturales modernes ; à la mécanisation agricole et le lien fonctionnel avec les agro-industries ; à la compétitivité tant sur le marché national et régional qu'international ; à la résilience face aux fluctuations des prix ; et au rajeunissement de l'âge des agriculteurs et l'émergence d'une classe de jeunes entrepreneurs agricoles... (SND30, 2020, p. 48-49). En ce qui concerne les jeunes, d'autres difficultés beaucoup plus prégnantes sont relevées. C'est le cas, par exemple, de la pauvreté, du chômage, de l'accès à la propriété foncière, le manque d'information, la duplicité des services et programmes étatiques en charge de la promotion des emplois jeunes...

Selon les statistiques des Nations Unies (2005), près de la moitié (46,4 %) de la population de l'Afrique subsaharienne dont le Cameroun disposait de moins d'un dollar par jour en 2001 et le tiers était sous-alimenté. Spécifiquement, au Cameroun le taux de pauvreté de la population est estimé à 37,5 % de la population (INS, 2017), la région du Nord étant l'avant-dernière des dix régions avec plus de 69 % de la population qui vit dans la pauvreté monétaire et l'extrême pauvreté. Quant au chômage des jeunes, il est devenu depuis les années 2000, une priorité dans les agendas des institutions internationales. La situation était si préoccupante qu'en mai 2012, le Bureau International du Travail (BIT) a tenu à Genève le premier Forum pour l'emploi des jeunes (BIT, 2012). Pour Boyer et Guénard (2014), les jeunes paient ainsi le lourd tribut de la crise actuelle, subissent de plein fouet la dégradation des conditions d'emploi, et cela, malgré une massification impressionnante de la scolarisation partout ou presque. Globalement au Cameroun, le taux de chômage élargi est plus élevé chez les jeunes de 15-24 ans (10,3 %) et de 15-34 ans (8,9 %) que dans l'ensemble de la population (5,7 %). Par ailleurs, les grands projets des infrastructures entrepris par l'État du Cameroun pour créer des emplois se sont avérés inefficaces et n'ont connu que des résultats mitigés (Djouda Feudjio, 2014). C'est le cas du projet du port en eau profonde de Kribi et les barrages de Mekin et Memvele. Aussi, ce sont

également les jeunes qui souffrent le plus du problème de sous-emploi ; le taux de sous-emploi est de 70,6 % en 2010, dont 73,1 % pour les jeunes de 15 à 34 ans (INS, 2017). Et surtout du sous-emploi invisible (65,6 % contre 8,9 % jeunes au chômage et 14,5 % en situation de sous-emploi invisible). Le taux de sous-emploi s'est aggravé ces dernières années, passant de 70,6 % en 2010 à 77 % en 2014. De plus, la part des emplois créés par le secteur privé formel est en baisse, elle est passée de 4,8 % en 2005 à 3,8 % en 2010 (SND30, 2020). Selon l'INS (2017), le taux de chômage des 15-24 ans était évalué à 6,4 % en 2010 et le taux de sous-emploi global de 84,8 %. Cette situation de chômage entraîne de facto celui de la pauvreté et dont de la difficulté de financement du jeune de ses projets personnels.

Les contraintes liées aux financements et l'accès à la terre sont probablement les défis les plus récurrents auxquels les nouveaux/jeunes agriculteurs camerounais font face au quotidien. Dans ce pays, l'accès à la propriété foncière reste complexe. En 2014, seul 13,6 % de ménages étaient propriétaires de leur logement avec titre foncier contre 10,3 % en 2007. Les difficultés liées aux procédures d'immatriculation foncière ainsi que la pauvreté des ménages constituent les principales causes de cette lente évolution (INS, 2017). Cette situation est la cause récurrente d'affrontements entre agriculteurs/éleveurs, autochtones/allochtones, État/communautés villageoises, sociétés de développement/communautés autochtones ; chefs traditionnels/spoliateurs... dans diverses régions du pays (Nkankeu, 2010 ; Nkankeu & Bryant, 2010) avec parfois des morts (Dong Mougno, 2010). Les problèmes fonciers représentent une frange importante des questions traitées dans les tribunaux du pays. L'exemple de l'arrondissement de Sa'a en donne une idée de l'ampleur du problème de par le pays. En effet, dans cette région, les affaires litigieuses relevant du foncier représentent 65 à 70 % des affaires totales portées devant chacune des instances d'arbitrage (Ngo Balépa, 2010). Au nord Cameroun, Ela (1980) a relevé les difficultés que les paysans ont à produire. Ce sont des paysans sans terre qui produisent dans des conditions où la terre, l'eau et le mil sont des questions de vie ou de mort. Ceci témoigne de l'importance de la « terre » et de l'intérêt que les populations lui accordent. Ceci est aussi dû au fait que

En Afrique subsaharienne en général et au Cameroun en particulier, la terre est la principale ressource dont disposent de manière séculaire les populations rurales pour survivre, et sur laquelle les générations présentes misent pour tenter d'améliorer leurs conditions de vie en l'absence d'un tissu économique et industriel pourvoyeur d'emplois. (Ngo Balépa, 2010, p. 314)

À défaut de posséder une parcelle de terre familiale pour pratiquer l'agriculture, le jeune est très souvent encouragé à s'installer par ses efforts personnels via les négociations qui se font sous la forme de deux types de contrat : la demande et la location (Yemmafouo, 2010, p. 35). Selon le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER, 2006), les agriculteurs camerounais pratiquent leur profession sur des petites parcelles de terre due à l'accès difficile à la terre, notamment pour les femmes et les jeunes. Le défi de l'accès à la terre pour la pratique de l'agriculture fait appel, dès lors, à un autre défi et pas de moindres : les ressources financières. L'accès des jeunes aux financements reste un luxe au Cameroun. Le jeune ne fait pas partie des catégories que privilégient les banques dans l'octroi des crédits et le financement (SND30, 2020, p. 33). Seule une faible proportion des jeunes qui sollicitent le financement ont accès aux crédits dans les banques et microfinances au Cameroun (MINADER, 2006). Par ailleurs, l'agriculture est davantage pratiquée dans les zones rurales par les populations très souvent âgées et ayant un faible niveau de littératie pour des faibles rendements vu l'étroitesse de la taille des exploitations puis que la majorité des majorités exploitations familiales en Afrique y compris celles des jeunes ne dépassent pas les 5 hectares (Brondeau, 2009).

L'observation de la pratique agricole au Cameroun révèle d'autres problèmes liés à la formation et à l'exploitation des sols. Les agriculteurs utilisent les techniques culturales traditionnelles qui ont des multiples conséquences sur la détérioration des sols (Ngo Balépa, 2010). Ils font usage des techniques archaïques comme celle des billons et de polyculture (Baska Toussia & Puşcaşu, 2010) et Ela et Zoua (2006, p. 21) montrent que pour le cas du nord Cameroun, en dehors des houes et dadas et plus récemment l'attelage des animaux, aucune autre technique agricole n'y a vu le jour. La conséquence d'un tel retard est donc un rendement faible qui suffit à peine à nourrir les membres de la famille. Bien plus, on note l'absence de soins phytosanitaires ou la très faible utilisation des fertilisants, l'absence de fumure minérale et l'élimination des matières organiques. Les agriculteurs camerounais ont aussi des faiblesses dans l'évaluation statistique par espèce végétale, ils pratiquent les polycultures, la jachère plus ou moins courte et il n'y a pas de rotation de cultures (Ngo Balépa, 2010). Ceci serait dû au fait que l'agriculture en milieu rural est principalement l'œuvre des retraités de la fonction publique et/ou des jeunes qui n'ont pas eu de la réussite dans d'autres activités en milieu urbain (Téwendé Ouedraogo & Tallet, 2014). Cependant, ces deux catégories manquent très souvent de réelles compétences pour adopter les bonnes pratiques pouvant améliorer leur rendement qualitatif et quantitatif (Boyer & Guénard, 2014). Un dénominateur commun à l'ensemble des problèmes de

l'agriculture camerounaise est celui de la formation. La difficulté liée à cette dernière couvre les capacités de montage de projet, de recherche de financement, de la faible maîtrise des eaux, qui ont pour corollaire la forte prévalence des maladies des plantes et des animaux (MINADER, 2006). Une formation de qualité dans le cadre d'une transition entre le monde de l'école et celui du travail donnerait des éléments nécessaires pour gérer les difficultés liées au transport, à la transformation et de la commercialisation des productions (Lisk, 2011, p. 282). C'est pourquoi Boyer & Guénard (2014) estimaient qu'il est urgent que les jeunes aient accès plus massivement à des compétences particulières en agriculture pour améliorer la productivité (traitement, commercialisation, fonctionnement et réparation de machines, transport, logistique, contrôle de qualité).

Un autre problème majeur que rencontrent les jeunes agriculteurs au Cameroun est le manque d'information et la duplicité des services et programmes étatiques en charge de la promotion des emplois jeunes. Au Cameroun, quatre ministères ont en charge des parts entières dans le Secteur Agricole. Il s'agit notamment du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA), du Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) et du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED). À côté de ces ministères, l'on dénombre divers documents de politique et stratégies. Citons, entre autres, le Document Cameroun Vision 2035, le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) approuvés en 2009 aujourd'hui révisé en Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) et la Stratégie de Développement du Secteur Rural adoptée en 2003, révisée en 2006. Les programmes sont tout aussi variés et divers. L'on peut citer le Plan D'action National Pour L'emploi des Jeunes (PANEJ), l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement (ASCNPD), le Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), le Programme d'Appui à l'Insertion des Jeunes en Agriculture (PAIJA), le Programme Actif du Marché du Travail (PAMT) et le Plan d'Action National pour le Développement de l'Entrepreneuriat Féminin (PAN-DEF). Cette duplication des ministères, des documents stratégiques et des programmes destinés à l'insertion des jeunes crée la diversion et ne facilite pas l'accès à l'information. Cette situation n'a pas permis l'atteinte de la projection du DSCE dans la lutte contre la pauvreté dont le taux d'incidence souhaité était de baisser de 39,9 % en 2007 à 28,7 % en 2020.

### **1.3. Les jeunes face aux obstacles liés aux ressources productives**

Parmi ses principaux atouts pour l'agriculture, le Cameroun peut compter sur une population jeune et dynamique, capable d'absorber les diverses technologies et innovations pour engendrer une dynamique de croissance sur le moyen et long terme (SND30, 2020, p. 36). Afin d'accompagner ces jeunes, l'Etat camerounais a mis sur pied un ensemble de programmes. Ces politiques actives d'emploi se sont matérialisées par la création du Fond National de l'Emploi dans les années 90 et d'autres services/offices de l'emploi. Il s'agit notamment dans le domaine de l'agriculture, de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement (ASCNPD), du Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U) et du PIFMAS dans un premier temps, et très récemment du plan triennal jeune avec les villages pionniers, mais aussi du PAIJA et du programme AFOP. Ces institutions ont pour mission principale d'améliorer l'employabilité des individus qui sollicitent leurs services via des programmes de médiation, de renforcement des capacités, de subvention salariale ou d'appui à la création d'entreprise. Ils participent à la lutte contre le chômage et le sous-emploi des jeunes à travers les appuis financiers et les formations (INS, 2017, p. 156). Cependant, depuis la mise en place de ces services, il est difficile de savoir si ces derniers améliorent véritablement les résultats du marché du travail (Fomba Kanga et al., 2019). Bien plus, ces institutions souffrent de bien de maux qui affectent leur capacité à jouer pleinement leur rôle (Alhadji Mahamat, 2018). Les jeunes doivent alors chercher ailleurs les ressources nécessaires pour la réalisation de leur projet et notamment dans l'agriculture.

Selon les théoriciens de la sociologie des aspirations (Chombart de Lauwe, 1969), les jeunes pour réussir dans leurs différents projets doivent s'appuyer sur leur aspiration pour anticiper et se projeter dans l'espace entrepreneurial, en tenant compte de leur « désir » de mobilité ou de maintien de leur position sociale (Allouch, 2016). La sociologie des aspirations repose sur l'étude de la construction des projets individuels des individus et la manière dont elle peut être contrainte ou influencée par le choix des familles ou par les attentes de l'institution sociale. Chaque jeune entrepreneur agricole doit alors en se lançant dans un projet agricole, s'inscrire avant tout, dans un projet individuel. Car, les aspirations relèvent d'une lecture individualiste et compréhensive de la mobilité sociale, et de la manière dont elle se traduit dans le rapport à une institution (Allouch, 2016). L'ambition personnelle doit être à la base de tout projet agricole des jeunes afin qu'ils soient capables de faire face, avec beaucoup de résilience, aux obstacles qui relèvent de « l'incertain et l'imprévu dans le travail de compréhension de la réalité » (Breviglieri, 2012, p. 34). Cependant, le soutien des aspirations personnelles des individus

(notamment par les pouvoirs publics) devient alors le support de la lutte contre la pauvreté économique. L'approche sociologique des aspirations en mettant l'accent sur l'ambition personnelle des individus pour la réussite de leur projet permet ainsi d'appréhender la manière dont ils s'inscrivent dans l'incertitude et tentent de maîtriser l'imprévisible (Breviglieri, 2012). L'anticipation est ainsi au cœur des recherches sociologiques sur les aspirations. Elle l'est également au centre des travaux de l'anthropologie de l'homme capable (Ricœur, 1990).

L'anthropologie de l'homme capable s'inscrit dans le courant de la sociologie pragmatique qui lui est contemporain (Barthe et al., 2013 ; Ricœur, 1990). Pour les théoriciens de cette approche, l'individu s'identifie par ses capacités, par ce qu'il peut faire (Ricœur, 2005). Ici, les capacités font jouer une réserve de sens qui se déploie vers le passé ou l'avenir pour mieux intégrer au présent la possibilité de l'anticipation des phénomènes incertains et de la révision des croyances (Breviglieri, 2012). En mettant l'accent sur un ensemble de pouvoirs de base de l'homme capable : les quatre capacités fondamentales (je peux parler, agir, raconter, me tenir pour responsable), Ricœur (1990) replace le sujet face à ses responsabilités à partir de ce dont il est capable. Les jeunes entrepreneurs agricoles camerounais face aux défis de déverrouillage des obstacles liés aux ressources productives, doivent s'appuyer sur ces capacités fondamentales que relèvent Ricœur. Cela passe par la mobilisation de leur capacité personnelle que par leur capacité à s'organiser en réseau. D'ailleurs, nombre de recommandations allant dans ce sens sont proposées pour contourner les difficultés auxquelles les jeunes font face dans l'agrobusiness. C'est le cas de Boyer et Guénard (2014, p. 27), qui soulignent que la capacité des jeunes à s'organiser en réseau constitue à la fois un moyen de contourner les logiques clientélistes et un mode d'organisation porteur de contestations des systèmes politiques en place dans les pays en développement.

L'ambition personnelle (aspiration) et les capacités personnelles sont deux dimensions fondamentales que proposent la sociologie des aspirations et la socio-anthropologie capacitaire d'influence pragmatiste et la sociologie des épreuves aux jeunes entrepreneurs agricoles de la Bénoué (Nord Cameroun) pour efficacement faire face aux obstacles qui se présentent à eux dans leur environnement culturel en lien avec la pratique de l'agriculture.

## 2. METHODE

### Participants

L'étude a été conduite dans la Bénoué (chef-lieu est Garoua) : un département de la région du Nord Cameroun qui tient son nom de la rivière « Bénoué ». Il comptait en 2005 environ 1 781 955 habitants sur une superficie de 13 614 km<sup>2</sup>. Il est constitué de 12 arrondissements<sup>1</sup> et 12 communes<sup>2</sup>. L'étude a impliqué 14 jeunes agriculteurs âgés de 19 à 34 ans (4 femmes et 10 garçons) issus de 5 arrondissements comptant environ 54 % de la population totale du département : Garoua Ier (n = 4), Garoua Iie (n = 3), Garoua IIIe (n = 3), Bibemi (n = 2) et Lagdo (n = 2).

Concernant le niveau d'instruction et de formation professionnelle des enquêtés, deux ont un niveau universitaire : une licence en Philosophie et un Brevet de Technicien Supérieur (BTS) en agriculture ; deux ont le Baccalauréat ; cinq ont leur brevet d'études secondaires (BEPC) et quatre ont leur Certificat d'Études Primaires et Élémentaires (CEPE), un seul n'a pas achevé le cycle de scolarité obligatoire. En termes de formation professionnelle, un seul a au préalable bénéficié d'une formation professionnelle dans le domaine agricole. Il s'agit d'une formation post-baccalauréat de deux ans. Ce sont tous des fils de paysans qui ne maîtrisent pas les nouvelles techniques culturales, en dehors de celles désormais appropriées par la plupart des paysans telles que les semis en ligne, usage de la traction animale, application d'engrais.

### Techniques de collecte de données

Cette étude est anthropologique (Genest, 1979). Elle a associé les techniques ethnographiques (entretiens et discussions focalisées de groupe) pour saisir les épreuves et les constructions des capacités et compétences des jeunes quand ils veulent adopter l'agriculture entrepreneuriale. Les entretiens semi-structurés menés avaient pour objectif de comprendre comment ces jeunes agriculteurs s'y prennent quand ils décident de se lancer dans les activités agricoles et comment ils construisent leur expérience au fur et à mesure des difficultés rencontrées. Ils ont été menés auprès de 14 jeunes agriculteurs. Les entretiens de groupe quant à eux ont servi de base pour comprendre les difficultés auxquelles ils font face et les diverses postures adoptées pour s'en sortir. Un seul groupe de six participants a été constitué. Les participants étaient choisis parmi

---

<sup>1</sup> Voici la liste des 12 arrondissements du département de la Bénoué par ordre alphabétique : Baschéo, Bibemi, Dembo, Demsa, Garoua Ier, Garoua Iie, Garoua IIIe, Lagdo, Mayo-Hourna, Pitoa, Tcheboa et Touroua.

<sup>2</sup> Voici la liste des 12 communes du département de la Bénoué par ordre alphabétique : Barndaké, Baschéo, Bibemi, Dembo, Garoua Ier, Garoua Iie, Garoua IIIe, Gashiga, Lagdo, Ngong, Pitoa, et Touroua.

ceux avec qui nous avons eu des entretiens individualisés. Trois critères d'inclusion étaient considérés à savoir : la disponibilité de l'agriculteur (1), être exploitant d'au moins deux hectares de cultures (2) et la pertinence de ses propos au regard de la compréhension de la thématique abordée (3). Cette évaluation subjective était faite par les chercheurs. D'autres idées ont sous-tendu la constitution de ce groupe de discussion. Notre volonté de savoir si les difficultés étaient les mêmes pour toutes les cultures dans le maraichage et surtout de stimuler les souvenirs des participants par les discussions.

### **Processus de collecte de données**

Les participants étaient recrutés par un triple processus. D'abord, un échantillonnage accidentel a permis d'identifier deux jeunes agriculteurs de passage dans les services de la délégation départementale de l'agriculture de la Bénoué. Ensuite, grâce à leur aide, nous sommes entrés en contact de certains de leurs collègues. Grâce à un processus de réseau, nous avons recruté davantage d'agriculteurs pour les entretiens semi-structurés. Enfin, par un processus de stratification, l'échantillon devant participer aux discussions de groupe a été constitué des participants aux entretiens individualisés. Sur les 25 agriculteurs contactés, 14 ont effectivement pris part aux entretiens semi-structurés et six aux discussions de groupe. La limitation à 14 participants était due à la saturation empirique des données (Marshall et al., 2013 ; Guest et al., 2006).

Les données ont été collectées du 13 au 18 janvier 2020. Conduits du lundi 13 au vendredi 17 janvier 2020, les entretiens individuels se déroulaient dans le jardin de l'agriculteur ou dans un autre lieu choisi par celui-ci. Ils ont ainsi choisi pour certains, les marchés de Kismatari et celui du pont à l'entrée de la ville de Garoua, où ils écoulent leurs produits chaque matin. Mais aussi pour d'autres, le marché central de Garoua (marché de fruits et légumes). Bref, nous sommes allés vers eux sur les rives de la Bénoué à Bocklé et au Pont Chinois où ils produisent, afin d'évaluer par nous-mêmes la superficie, la variété des cultures, le respect des techniques culturales, mais aussi et surtout de confronter leurs propos à l'épreuve des faits de terrain. La durée moyenne des entretiens individualisés était de 18 minutes. La discussion de groupe quant à elle a eu lieu le samedi 18 janvier 2020 sous les manguiers aux abords de la nationale N°1 à hauteur de Bocklé au lieu-dit Jardin de Bocklé. Elle a duré 1 heure et 05 minutes.

## **Analyse des données**

Le matériau qualitatif est issu des entretiens individualisés et de la discussion de groupe a subi un processus de traitement rigoureux. Il a été analysé à l'aide de la technique de l'analyse de contenu, en étant attentif à la fréquence d'apparition de certains concepts et expressions qui sont caractéristiques des capacités de résilience (Lejeune, 2017a). Cette méthode sied avec l'objectif de notre étude, car, il « s'avère tout à fait adéquat pour mesurer des phénomènes quantitatifs, répétitifs ou sériels » (Lejeune, 2017a, p. 210). Elle a permis de recenser dans le discours des jeunes maraichers les stratégies les plus usitées pour faire face aux difficultés auxquelles ils étaient confrontés. Par ailleurs, ces données qualitatives ont été analysées manuellement. Car, au vu de la taille de notre échantillon (n = 14), il nous a paru inopportun de recourir à l'utilisation des « outils d'étiquetage réflexif » pour leur analyse (Lejeune, 2010). Mais avant, pour les besoins de commodité, les codes allant de Agri#1 à Agri#20 ont été attribués aux participants. Les informations issues des codes Agri#1 à Agri#14 correspondent aux réponses des participants lors des entretiens individualisés alors que les codes Agri#15 à Agri#20 correspondent plutôt aux informations issues de la discussion de groupe. Enfin, les données ont par ailleurs été traitées globalement.

## **Considérations éthiques**

Bien qu'ayant signé un formulaire de consentement éclairé les participants étaient rassurés avant chaque entretien que les informations collectées étaient dans le seul but de la recherche ; qu'elles seront gardées confidentielles et traitées dans un cadre de groupe. Par ailleurs, il leur était indiqué que la participation était libre et gratuite ; qu'il pouvait se retirer à tout moment, s'il le désire sans devoir se justifier. Chaque participant avait le droit de parcourir le transcrit et de corriger ou demander que ses interventions soient tout simplement retirées des analyses, s'ils trouvaient que ses propos n'étaient pas correctement reportés dans les verbatim.

## **3. RESULTATS**

### **3.1. Les principaux défis des jeunes agriculteurs de maraîchères de la Bénoué**

Dans leur pratique quotidienne, les agriculteurs de la Bénoué rencontrent de nombreuses difficultés dont les plus récurrentes sont : l'accès à la terre (Agri#1 & Agri#12) ; aux financements (Agri#9 & Agri#15), à une formation de qualité (Agri#5 & Agri#16) et surtout

d'un accompagnement des personnes ressources (Agri#17). Ces difficultés concernent aussi bien les ressources liées à la production, la transformation et à la commercialisation/distribution des produits récoltés (Agri#13 & Agri#20). Ils les expriment de différentes façons, dans des tons différents qui décrivent leur calvaire, leur colère, leur rage, etc. Les mots choisis pour décrire les difficultés d'accès à la terre en disent long sur les acteurs et les mécanismes. Il y a une « absence de sécurité foncière » (Agri#7), ce qui permet aux opérateurs économiques en complicité avec les élites locales de s'accaparer des terres des villageois. Ils parlent d' « arrachage des champs » par les élites locales pas nécessairement dans un but d'exploitation par eux même, mais « pour donner aux chinois » avec l'argument selon lequel « la brousse appartient à l'Etat » (Agri#3).

D'autres problèmes et non les moindres, auxquels les jeunes maraîchers de la Bénoué font face sont ceux du manque de la main d'œuvre (Agri#1 & Agri#3), de la fluctuation des prix sur le marché, etc. Le manque de main d'œuvre dans l'agriculture est en partie dû à la perception qu'ont les jeunes de cette profession. Certains « jeunes croient que les travaux champêtres, c'est le travail des derniers, quelqu'un n'a rien à faire. Un raté ! » (Agri#1) ; que « les gains sont minimes dans l'agriculture » (Agri#2) comparer aux autres activités sociales, bien que précaire comme les mototaxis où en deux-heures de travail il est possible de gagner 2 000 FCFA. Les jeunes manquent de la patience et préfèrent les activités à rémunération immédiate comme la pêche, la couture, le petit commerce, la restauration (Agri#11 & Agri#16). Bien plus, du fait que les champs soient éloignés du village, qu'il faille aller à pied, travailler et rentrer à pied ; les jeunes préfèrent les activités lucratives en ville (Agri#1). Quant aux prix, les agriculteurs se plaignent de fluctuations des prix des produits de la récolte au marché. Ils les mettent en exergue en termes de « comportements du marché », « des caprices du marché » et les fluctuations des prix (Agri#4).

Le réchauffement climatique constitue un obstacle supplémentaire, non négligeable, à l'augmentation de la productivité agricole en Afrique subsaharienne et au Cameroun. En plus, des difficultés ci-haut mentionnées, les maraîchers du Nord Cameroun font face l'irrégularité des pluies (Agri#16). Ils indiquent que « toutes ces dernières années la saison sèche arrive très tôt en octobre alors que la saison pluvieuse commence à partir du mois de juillet » (Agri#16). Devant ce lot de défis, ces jeunes désœuvrés font preuve d'une réelle capacité imaginative et entrepreneuriale.

### **3.2. Les Jeunes agriculteurs de maraîchères de la Bénoué face aux défis...**

#### **De la formation et de l'accompagnement ...**

La qualité de formation de l'agriculteur est une ressource on ne peut plus déterminante pour la réussite dans la pratique de l'agriculture. Notamment, la mise en valeur des terres qui suppose au préalable la connaissance des sols de façon à adapter les unités de sol pour les cultures les plus appropriées. Les jeunes agriculteurs de la Bénoué recourent principalement à « internet pour avoir quelques informations de la qualité des sols et les cultures qui marchent avec » (Agri#13). L'objectif global de tout agriculteur de maraîchères étant de contribuer à l'augmentation de la production maraîchère par une gestion restauratrice et conservatrice de la productivité des sols les plus sensibles, nombreux sont ceux qui font appel de façon sporadique aux experts quand ils rencontrent des difficultés particulières (Agri#13 & Agri#18). Un participant, titulaire d'un Brevet de Technicien Supérieur (BTS) en agriculture, a indiqué qu'en plus de revisiter ses anciens cours, de rechercher les informations sur internet pour résoudre certains problèmes. Aussi, recoure-t-il très souvent à l'aide de ses camarades de promotion. Dit-il : « quand quelque chose me dépasse, je cherche sur internet. Si jusque-là, je ne comprends pas, j'appelle mes camarades au secours » (Agri#20). Un autre à ajouter à sa suite lors des discussions de groupe, « moi j'appelle mon grand frère qui est plus ancien que moi dans l'agriculture quand je vois les nouvelles maladies sur mes oignons » (Agri#17).

Les jeunes entrepreneurs agricoles de la Bénoué mobilisent différentes stratégies pour combler leurs lacunes et améliorer leurs pratiques culturales. Ils utilisent les produits de nouvelles technologies de l'information de la communication comme internet, s'appuie sur l'assistance de leurs pairs et même de l'aide des aînés dans la profession. Ces stratégies qui font preuves d'ingénierie et de l'esprit d'initiative de la part des jeunes maraîchers de la Bénoué, valent pour une amélioration des compétences pratiques, mais pas nécessaire pour faire face à toutes les difficultés dont ils sont confrontés, à l'instar de celui de l'accès à la terre.

#### **De l'accès à la terre...**

La terre est une ressource indispensable à la pratique de l'agriculture en général. Pour avoir accès à une parcelle de terre cultivable, les jeunes recourent au système traditionnel d'accès à la terre qui est fortement enraciné dans les structures sociales. Selon ce système, les droits sur la terre matérialisent l'appartenance au lignage. Ceci confère le droit d'usage à tous les membres de la communauté à la naissance. Cette réalité transparait dans les propos de ce

participant qui était dans l'obligation de quitter la ville pour revenir dans son village afin de pratiquer son métier : « J'aime l'agriculture ! J'étais obligé de rentrer dans mon village pour la faire parce que mon père a un grand champ » (Agri#7). A contrario à cette stratégie, certains agriculteurs ayant plus ou moins assez de capital pour s'investir, procèdent par la location des terres agricoles (Agri#3, Agri#16 & Agri#19). Ce participant rapporte louer un hectare de terre cultivable à près de 80 000 FCFA pour six mois d'exploitation. La « terre est louée, 20 mille francs de novembre-mai pour 1/4 d'un hectare » (Agri#3). Selon le jeune maraîcher Agri#16, les bonnes terres à louer sont chères et même rares.

À défaut d'avoir la possibilité ou même l'opportunité de profiter soit du système traditionnel d'accès à la terre soit du système de location, certains jeunes agriculteurs pratiquent le métayage. C'est ce que le participant Agri#11 appelle par ailleurs le « *two party*<sup>3</sup> ». Il consiste pour un jeune investisseur agricole qui n'est pas propriétaire foncier, et qui n'a pas assez d'argent pour louer et investir sur une parcelle cultivable, de s'associer à un propriétaire terrier inexploité. Ce dernier apporte la terre comme côte part dans le projet. Le jeune agriculteur assure l'exploitation de cette parcelle de terre en échange d'une partie de récoltes au propriétaire.

### **De l'accès aux financements...**

Pour faire face aux difficultés d'accès aux financements auprès des institutions bancaires, les jeunes maraîchers dans le département de la Bénoué du nord Cameroun recourent à diverses stratégies. L'on peut relever le développement des activités parallèles, le soutien familial et à un système local/traditionnel de financement social de projets via les associations. Pour s'acheter ou louer une parcelle de terre cultivable, les jeunes entrepreneurs agricoles de la Bénoué développent des activités parallèles à l'agriculture comme le petit commerce, la mototaxi et le transport de sable (Agri#11 & Agri#19). Pour avoir plus de ressources pour la pratique, les jeunes maraîchers de la Bénoué pratiquent le métayage, gagnent de l'argent et par la suite se mettent à leur propre compte (Agri#1). Ils se font employer dans des grandes firmes de la place, travaillent pendant un certain temps pour se constituer un fond afin de s'installer par la suite à leur propre compte. C'est ce que rapporte ce participant en parlant de son frère :

---

<sup>3</sup> Le « *two party* » est une expression issue d'une langue véhiculaire du Cameroun, appelée le Pidgin-English, désignant une pratique de partage des produits de la récolte entre deux parties. Très souvent, il s'agit du partage à une proportion définie en avance entre un exploitant et le propriétaire terrier. Cette pratique est très répandue dans la région de l'Ouest-Cameroun.

« Mon frère a été pour six mois recruté par les chinois dans le Mayo-Rey, après il s'est lancé » (Agri#1).

Certains maraîchers se sont lancés dans l'agriculture en bénéficiant de l'assistance financière familiale. Ces Assistances financières étaient orientées soit vers l'achat des produits nécessaires pour les cultures soit pour la location des champs soit remis en espèces aux jeunes (Agri#17). Le participant Agri#17 rapporte que l'aide de son grand frère se faisait en matériel : « quand mon grand frère a un matériel qu'il n'utilise plus dans son champ, il me donne pour m'aider à me développer aussi ». Pour Agri#18, sa famille lui a prêté de l'argent pour s'installer et se lancer dans l'agriculture. D'autres jeunes ont bénéficié du fait qu'ils soient membres des associations privées et des organisations de producteurs, pour prêter de l'argent. Je suis membre de l'association des jeunes de mon village. Et cela me donne le droit de prêter un peu d'argent sur la cotisation que font les membres (Agri#19). Ce système traditionnel de fonctionnement des groupes aide les jeunes dans divers contextes.

### **... et aux autres défis de, main d'œuvre, de transformations et de commercialisation**

Pour faire face aux défis de manque de la main d'œuvre dans les champs agricoles au Nord, les maraîchers travaillent, pour bon nombre d'entre eux, avec leur membre de famille. Les agriculteurs travaillent dans leur champ avec leur époux(se), leurs enfants et leurs frères (Agri#20). Cette stratégie protège les dépenses financières même si elle ne garantit pas nécessairement la qualité et la quantité des récoltes. Afin de gérer les fluctuations des prix sur le marché, la transformation des produits agricoles s'avère indispensable. Face à ce défi de conservation, les jeunes utilisent encore les techniques traditionnelles de transformation et de conservation. Ils utilisent principalement le séchage et le stockage. Le but de la déshydratation est d'éliminer suffisamment d'eau du produit pour empêcher le développement de microorganismes et bloquer l'activité enzymatique. Les cultivateurs d'oignons et de pigment sont les principaux utilisateurs de ce procédé (Agri#3 & Agri#5). Un seul agriculteur, cultivateur occasionnel de tomate a évoqué la pasteurisation (Agri#14). Cette technique consiste à porter les produits traités à des températures entre +70 et +100° C, afin de détruire les flores bactériennes thermosensibles. Les produits pasteurisés sont de bonnes qualités organoleptiques. Selon ce dernier, ce produit pasteurisé n'est pas destiné à la commercialisation, mais beaucoup plus pour la consommation privée.

#### 4. DISCUSSION

Dans une approche méthodologie anthropologique, nous avons exploré les stratégies jeunes de déverrouillage des obstacles liés aux ressources productives dans la culture des maraîchers dans la Bénoué, un département du Nord-Cameroun. Nos résultats indiquent que les jeunes agriculteurs de la Bénoué recourent principalement à internet pour avoir des autoformations afin d'améliorer leurs connaissances et pratiques culturelles. Ils recourent aussi à l'assistance des pairs et des aînés dans la profession pour le renforcement de leur capacité.

Ces maraîchers se réfèrent à internet pour améliorer leur connaissance en agriculture parce qu'il est fiable, facile d'accès et moins cher. Et pas seulement, mais aussi parce que « Internet fournit des informations précises, opportunes et pertinentes » (Baresa et al., 2010, p. 310). Le recours à internet et aux médias –traditionnels et nouveaux- pour favoriser les échanges et faciliter l'accès à l'information ont été relevés par le passé comme un déterminant pour la réussite en agroalimentaire et de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne eu égard au fort taux d'analphabétisme (Broutin & Bricas, 2006). Se référer à internet pour se former ou pour faire toute autre chose s'avère, dès-lors, aujourd'hui, indispensable pour quiconque compte développer son activité agricole. Bien plus, depuis quelques années, les technologies de l'information, la téléphonie et les installations Internet comptent également parmi les composants essentiels des infrastructures nécessaires au développement agro-industriel (Baresa et al., 2010, p. 284-285).

Le recours à l'assistance des pairs et des aînés dans la profession pour le renforcement de leur capacité au détriment d'une réelle formation serait dû à la situation de précarité politique, économique ou sociale dans lequel les gérontocrates ont réussi à maintenir le Cameroun et surtout la jeunesse (Djouda Feudjio, 2014, p. 98). Ceci serait aussi en lien avec le caractère communautaire qui caractérise l'Afrique et sur de la place qu'on accorde aux aînés et adultes (Baba-Moussa et al., 2014). Ces résultats par ailleurs, confortent ceux de Ngoumou et Amada Talikoa (2020) qui avaient montré que les paysans de la Bénoué se regroupent parfois en associations et coopératives pour s'entraider et faire face aux difficultés de production.

Pour accéder aux actifs productifs, trois principales stratégies sont rapportées par nos participants. D'abord, s'appuyer sur son lignage pour pouvoir bénéficier d'une parcelle de terre agricole. Cette stratégie est due au fait que ce système est fortement enraciné dans les structures sociales africaines et camerounaises (Moupou, 2010). Ces formes coutumières d'accès à la terre

sont simples : il s'agit de l'appropriation par le travail et l'habitat, par l'alliance et la succession par héritage, par un don de la famille disposant d'un vaste domaine (Ngo Balépa, 2010, p. 323). La location coutumière est un autre mode d'accès à la terre agricole dans les arrondissements de Garoua. Les agriculteurs interrogés ont loué leurs parcelles aux propriétaires coutumiers dans des termes plus ou moins élevés comparées à ce qui s'observe dans certaines régions du pays. Dans cette recherche, certains ont indiqué louer un hectare à près de 80 000 FCFA. La production maraîchère qui est vue comme une agriculture directement commercialisable a-t-elle sans doute rendu la location de ces terres des berges de la Bénoué plus chère. Puisque la location d'un champ de maïs au département de *Ngong* tout près de là, par exemple, n'excède pas 10. 000 FCFA. Contrairement aux prix pratiqués dans ce département, les termes de location sont très accessibles au plus grand nombre dans le département de *Sa'a*, dans la région du centre. Ici, le prix d'un hectare de terrain mis à bail par an fluctue entre 20 000 et 25 000<sup>4</sup> FCFA (Tazo et al., 2010). Ce coût élevé pratiqué dans la région du nord-Cameroun serait dû à l'accessibilité et à la fertilité des sols.

Nos participants ont relevé trois modes de financement de leur activité agricole en dehors de leur capital personnel. Il s'agit du développement des activités parallèles, du soutien familial et à un système local/traditionnel de financement social de projets via les associations. Cette dernière stratégie de financement des projets personnels est assez atypique pour les populations africaines en général et camerounaise en particulier et se justifierait par le caractère socio-psychologique du contexte de l'Afrique (Paré Kaboré & Nabaloum-Bakyono, 2014). Celle-ci est fondée sur la dynamique socioéconomique des « tontines traditionnelles » reconnues sous le néologisme de « Ndjanguï » – cotisation –, en référence aux Bamiléké, un peuple de l'Ouest-Cameroun (Wamba, 2019). Cette culture de « Ndjanguï » s'est progressivement étendue dans le reste du pays et s'est même exporté en Europe par le biais des migrants africains (Wamba et al., 2015). Dans son étude, Wamba (2019) montre que ce système de financement est un système d'assurance sociale qui renverse et concurrence la dynamique institutionnelle. L'adoption de cette stratégie serait aussi due à son caractère moins complexe et moins contraignant. Quant au « soutien financier familial » (Paugam & Zoyem, 1998), il renvoie au soutien financier d'un parent, oncle, tante, frère, etc. pour soutenir les initiatives d'un membre de la famille. Il a été relevé dans d'autres domaines comme celui de la santé d'un membre de la famille dans d'autres contextes (Wamba, 2019). Le soutien financier familial passe pour être

---

<sup>4</sup> Entre 36 et 46 Dollars. 1 Dollar correspondant à environ 550 F CFA

un mode de financement des projets des jeunes au Cameroun. Certains jeunes maraîchers de la Bénoué en profitent également dans le cadre de leur profession.

Les stratégies jeunes de déverrouillage des obstacles liés aux ressources productives des maraîchers dans le département de la Bénoué au nord Cameroun couvrent bien d'autres aspects. Pour des raisons de rareté de la main d'œuvre, ils recourent très souvent à la main d'œuvre familiale. Ils préfèrent travailler avec leur femme, leurs enfants et parfois avec les frères et sœurs de la famille qui sont sans emploi. Cela s'est fait ailleurs et confirment les observations de Brondeau (2009) dans l'office du Mali et des travaux des jeunes dans le Saïis (Ftouhi et al, 2015). Ils utilisent encore les techniques traditionnelles de transformation, conservation et de commercialisation. La précarité politique, économique ou sociale de ces jeunes en serait la cause majeure (Djouda Feudjio, 2014). Leur faible niveau d'instruction et d'éducation ne sont pas en reste. La plupart des jeunes entrepreneurs agricoles se sont lancés dans l'agriculture sans au préalable une réelle formation professionnelle dans ce secteur. Quoique leurs défis soient énormes, les jeunes ne tarissent pas d'idées et de stratégies pour, malgré tout, s'en sortir.

## **5. CONCLUSION**

L'agriculteur confronté à l'objectif de contrôler la nature est par définition un acteur innovant permanent (Temple & Sourisseau, 2017). C'est pourquoi cette étude avait pour objectif de comprendre quelles sont les stratégies de déverrouillage des obstacles liés aux ressources productives chez les jeunes maraîchers de la Bénoué (Nord Cameroun). Loin de nous, l'idée de dire que rien n'est fait pour ces jeunes entrepreneurs agricoles camerounais. Bien au contraire, les ministères en charge des questions jeunes sont nombreux. Par ailleurs, les initiatives publiques en faveur d'un retour des jeunes vers le domaine agricole sont abondantes et mêmes surabondantes. Seulement, cette foultitude d'institutions laisse transparaître une absence de vision et de stratégie. Au demeurant, et nonobstant cette volonté gouvernementale, les jeunes continuent à faire face à un nombre impressionnant de défis dans l'entrepreneuriat agricole. D'où la nécessité de comprendre comment ces jeunes s'y prennent au quotidien. Cette étude a adopté une approche socio-anthropologique. Il ressort de l'analyse des données que les jeunes entrepreneurs agricoles du département de la Bénoué font face à une foultitude de défis qui couvre les domaines de la formation, de l'accès à la terre et aux financements, de l'accès aux intrants agricole et même aux ressources de transformations et de commercialisation. Face à

ces défis, les jeunes mobilisent diverses stratégies pour, malgré tout, pratiquer le métier et réussir une insertion sociale et professionnelle par l'agriculture dans un contexte national de chômage prononcé. C'est ainsi qu'ils recourent aux méthodes traditionnelles d'accès à la terre et aux financements. Ils recourent à internet, aux pairs et aux aînées dans le domaine pour améliorer leurs compétences pratiques. Par ailleurs, ils pratiquent le métayage ; utilisent une main d'œuvre familiale et peinent à améliorer leur processus de transformation et de commercialisation. Cette étude suggère, dès lors, le renforcement des capacités des entrepreneurs agricoles dans ce dernier secteur. D'autres recherches seraient nécessaires pour combler certaines limites de ce travail. Le facteur genre n'a pas été pris en compte alors même que les études reconnaissent que les femmes occupent une place fondamentale dans l'agriculture entrepreneuriale en Afrique (Roepstorff et al., 2010). C'est d'ailleurs leur principale source de revenus dans certaines régions d'Afrique.

### Références

- Alhadji Mahamat, A. A. (2018). *Impacts des financements des programmes d'emplois des jeunes : PAJER-U et PAIJA au Cameroun*. Monange.
- Allouch, A. (2016). De la notion d' « aspiration » en sociologie. Socio-histoire d'un concept « pas si neuf » pour comprendre le *désir parental* et ses effets en éducation. In R. van Zanten (Dir.), le *Dictionnaire de l'Éducation* (pp. 1-6). Presses Universitaires de France.
- Amada Talikoa, & Ngoumou, R.-D. (2020). *Fragilité environnementale et résilience des paysans de Mbandjock*. Communication présentée lors du colloque mondiale sur la résilience, Yaoundé 26-28 Mai 2021, Palais des congrès.
- Baba-Moussa, A. R., Moussa, L. M., & Rakotozafy, J. (2014). *Fondements et philosophie de l'éducation des adultes en Afrique*. Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie et Presses universitaires d'Afrique.
- Baresa, M., Kamara, A., Anyanwu, J. C., & Kang, G. S. (2010). Améliorer les infrastructures et l'accès à l'énergie. In K. K. Yumkella, P. M. Kormawa, T. M. Roepstorff & A. M. Hawkins (Eds), *L'agribusiness au secours de la prospérité de l'Afrique* (pp. 284-316). Organisation des Nations Unies pour le développement industrie.

- Barthe, Y., de Blic, D., Heurtin, J.-P., Lagneau, É., Lemieux, C., Linhardt, D., de Bellaing, C. M., Rémy, C., & Trom, D. (2013). Sociologie pragmatique : mode d'emploi. *Politix*, 103(3), 175-204. <https://www.cairn.info/revue-politix-2013-3-page-175.htm>
- Baska Toussia, D. V., & Pușcașu, V. (2010). Pratique des cultures maraîchères sur les berges du lac Dang à Ngaoundéré (Nord-Cameroun): quels enjeux socio-environnementaux et sanitaires? *Analele Universității „ștefan cel mare” suceava secțiunea Geografie anul*, 19, 67-79.
- Biya, P. (2011a, 17 janvier). *Discours du président de la République au comice agro-pastoral d'Ébolowa*. Inédit.
- Biya, P. (2011b, 10 Février). *Discours du président de la République à la jeunesse*. Inédit.
- Biya, P. (2014, 31 décembre). *Discours de fin d'année du président de la République à la Nation*. Inédit.
- Boyer, F., & Guénard, C. (2014). Sous-employés, chômeurs ou entrepreneurs : les jeunes face à l'emploi. *Autrepart*, 71(3), 3-31. <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2014-3-page-3.htm>
- Breviglieri, M. (2012). L'espace habité que réclame l'assurance intime de pouvoir Un essai d'approfondissement sociologique de l'anthropologie capacitaire de Paul Ricœur. *Études Ricœuriennes / Ricœur Studies*, 3(1), 34-52. <http://doi10.5195/errs.2012.134>
- Brondeau, F. (2009). *Agrobusiness et développement agricole. Quels enjeux pour quelles perspectives? Le cas de la zone Office du Niger. Mali*. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00740812>
- Broutin, C., & Bricas, N. (2006). *Agroalimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne : Le rôle des micro et petites entreprises*. Éditions du Gret.
- Chombart de Lauwe, P.-H. (1969). *Pour une sociologie des aspirations. Éléments pour des perspectives nouvelles en Sciences Humaines*. Denoël.
- Courade, G. (1980). Les plantations d'Unilever au Cameroun (plantations Pimol du Cameroun limited) ou la croissance d'une firme multinationale dans une région marginale. In J. C.

- Barbier, G. Courade, & J. Tissandier (Dir.), *Complexes industriels au Cameroun* (pp. 10-123). ORSTOM.
- Djouda Feudjio, Y. B. (2014). Les jeunes benskineurs au Cameroun : entre stratégie de survie et violence de l'état. *Autrepart*, 71(3), 97-117. <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2014-3-page-97.htm>
- Dong Mougol, G. M. (2010). De la conquête foncière aux crises interethniques au Cameroun : le cas des Bamiléké et leurs voisins. In F. Nkankeu, & C. Bryant (Dir.), *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun* (pp. 39-49). Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale.
- Ela, J- M. (1980). *Le cri de l'homme africain. Questions aux chrétiens et aux églises d'Afrique*. L'Harmattan.
- Ela, J-M. & Zoua, A.-S. (2006). *Fécondité et migration africaine : les nouveaux enjeux*. L'Harmattan.
- Fomba Kamga, B., Mboutchouang, V. D. P., Fotie, A., Nono Djomgang, C., Wamba Tindo, P. J., & Fokou, C. (2019). *Améliorer les Politiques d'Emploi des Jeunes en Afrique Francophone (Cameroun, Congo, Tchad, Côte d'Ivoire, Sénégal) Projet CRDI - 108229-001. Rapport d'enquête Cameroun*. Yaoundé.
- Fongang Fouepe, G., & Tchékoté, H. (2010). Enjeux fonciers autour du site du «village pilote» de Galim (Ouest-Cameroun) : d'un projet de développement socioéconomique à un conflit entre «pionniers» et église catholique locale. In F. Nkankeu, & C. Bryant (Dir.), *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun* (pp. 261-271). Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale.
- Ftouhi, H., Kadiri, W., Abdellaoui, E. A., & Bossenbroek, L. (2015). Partir et revenir au village Mobilité non permanente des jeunes ruraux dans la région du Saïss (Maroc). *Cah Agric*, 24(6), 372-378. <http://doi:10.1684/agr.2015.0780>

- Genest, S. (1979). Recherche anthropologique: techniques et méthodes. In Un collectif d'anthropologues québécois (Dir.), *Perspectives anthropologiques* (pp. 333-344). Les Éditions du Renouveau pédagogique.
- Guest, G., Bunce, A., & Johnson, L. (2006). How many interviews are enough? An experiment with data saturation and variability. *Field methods*, 18(1), 59-82.
- Institut national de la statistique du Cameroun. (2017). *Annuaire statistique du Cameroun. Recueil des séries d'informations statistiques sur les activités économiques, sociales, politiques et culturelles du pays*. Yaoundé.
- Kaffo Elat, C., & Saha, F. N. (2010). Enjeux agropastoraux, représentations socio-spatiales et récurrence des conflits fonciers sur les monts Bamboutos (Cameroun). In F. Nkankeu, & C. Bryant (Dir.), *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun* (pp. 285-300). Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale.
- Lejeune, C. (2010). Montrer, calculer, explorer, analyser. Ce que l'informatique fait (faire) à l'analyse qualitative. *Recherches Qualitatives*, 9, 15-32.
- Lejeune, C. (2017). Analyser les contenus, les discours ou les vécus ? À chaque méthode ses logiciels ! In M. Santiago-Delefosse, & M. del Rio Carral (Dir.), *Manuel pratique de méthodes qualitatives en psychologie et sciences humaines* (pp. 203-224). Dunod.
- Lisk, F. (2011). Stimuler la participation privée. In K. K. Yumkella, P. M. Kormawa, T. M. Roepstorff & A. M. Hawkins (Eds), *L'agribusiness au secours de la prospérité de l'Afrique* (pp. 229-283). Organisation des Nations Unies pour le développement industrie.
- Losch, B. (2012). Relever le défi de l'emploi : l'agriculture au centre. *Journal du CIRAD*, 19. <https://agritop.cirad.fr>
- Marshall, B., Cardon, P., Poddar, A., & Fontenot, R. (2013). Does sample size matter in qualitative research? A review of qualitative interviews in is research. *Journal of computer information systems*, 54(1), 11-22.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. (2006). *Stratégie de développement du secteur rural (SDSR). Synthèse du volet agriculture et développement rural*. Document de synthèse MINADER.

- Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. (2020). *Stratégie Nationale de développement 2020-2030. Pour la transformation structurelle et le développement inclusif*. Yaoundé.
- Moupou, M. (2010). La sécurisation foncière sur les fronts pionniers au Cameroun. In F. Nkankeu, & C. Bryant (Dir.), *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun* (pp. 65-82). Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale.
- Ngo Balépa, A. S. (2010). Enjeux et perspectives des conflits fonciers dans l'arrondissement de Sa'a (département de la Lékié, Cameroun). In F. Nkankeu, & C. Bryant (Dir.), *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun* (pp. 313-330). Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale.
- Ngoumou, R.-D., & Amada Talikoa. (2020). *Perturbations climatiques et résilience des paysans de la Bénoué dans le Nord Cameroun*. Communication présentée lors du colloque mondial sur la résilience, Yaoundé, 26-28 Mai, Palais des congrès
- Nkankeu, F. (2010). Duels entre état, agro-industries, autochtones et allogènes sur les cendres volcaniques du Moungo (plaine côtière du Cameroun). In F. Nkankeu, & C. Bryant (Dir.), *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun* (pp. 157-174). Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale.
- Nkankeu, F., & Bryant, C. (2010). Introduction. In F. Nkankeu, & C. Bryant (Dir.), *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun* (pp. 1-3). Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale.
- Paré Kaboré, A., & Nabaloum-Bakyono, R. (2014). *Socio-psychologie de l'éducation des adultes en Afrique*. Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie et Presses universitaires d'Afrique.
- Paugam, S., & Zoyem, J.-P. (1998). Le soutien financier familial : une forme essentielle de solidarité. *Économie et statistique*, 308-310.

Ricœur, P. (1990). *Soi-même comme un autre*. Éditions du Seuil.

Ricœur, P. (2005). Devenir capable, être reconnu. *Esprit*, 7, 1-5.

Roepstorff, T. M., Wiggins, S., & Hawkins, A. M. (2010). Le profil de l'agribusiness en Afrique. In K. K. Yumkella, P. M. Kormawa, T. M. Roepstorff, & A. M. Hawkins (Eds), *L'agribusiness au secours de la prospérité de l'Afrique* (pp. 41-60). Organisation des Nations Unies pour le développement industrie.

Tazo, E., Miendjem, I. L., & Ediamam Epallé, G. M. (2010). Enjeux fonciers et problématique de la relance des activités agricoles sur le domaine de l'ex-soderim1 (Ouest Cameroun). In F. Nkankeu, & C. Bryant (Dir), *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun* (pp. 175-187). Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale.

Temple, L., & Sourisseau, J. M. (2017). L'entrepreneur agricole. In A. Tiran, & D. Uzunidis (Eds), *Dictionnaire de l'entrepreneur* (pp. 73-77). Bibliothèque de l'économiste, Éditions Classiques Garnier.

Téwendé Ouedraogo, L., & Tallet, B. (2014). L'emploi des jeunes ruraux : entrepreneuriat agricole et création d'emplois dans le sud du Burkina Faso. *Autrepart*, 71(3), 119-133. <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2014-3-page-119.htm>

Wamba, A. (2019). Banque malheur, équité et prévention au Cameroun Ethnographie d'un outil local de promotion de solidarité devant la santé, maladie et mort. *Revue Éducation, Santé, Sociétés*, 6(1), 41-56.

Wamba, A., Fortin, S., & Koki Ndombo, P. (2015). Le poids relatif de l'accessibilité économique et culturelle : les déterminants du recours aux soins gynéco-pédiatriques vus par les mères, guérisseurs et biomédecins en contexte de pluralisme thérapeutique. In Y. B. Djoudja Feudjo, H., B. Nguendo Yongsi, & A. Socpa (Eds.), *Offres, recours et accès aux soins de santé « parallèles » en Afrique : Des acteurs en quête de légitimité médicale, sociale et institutionnelle* (pp. 223-255). Différence Pérenne.

Wiggins, S., & Roepstorff, T. M. (2011). Les nouvelles réalités mondiales qui régissent l'agribusiness. In K. K. Yumkella, P. M. Kormawa, T. M. Roepstorff, & A. M. Hawkins

(Eds), *L'agribusiness au secours de la prospérité de l'Afrique* (pp. 24-40). Organisation des Nations Unies pour le développement industrie.

Yemmafouo, A. (2010). Morcellement et concentration foncière : des réalités complexes à l'Ouest Cameroun : cas du département des Bamoutos. In F. Nkankeu, & C. Bryant (Dir), *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun* (pp. 25-37). Laboratoire de Développement durable et dynamique territoriale.